

Le Maire de la commune de RIVES,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-1, L 2212-2 relatif aux missions de la police municipale, l'article L 2213-1 à L 2213-6 dotant le Maire du pouvoir de police et l'article L 2213-2 relatif aux arrêtés de police du Maire,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Considérant la demande présentée le 18/11/2025 par l'entreprise EIFFAGE GENIE CIVIL MOIRANS représentée par M. JOLLY Frédéric, en vue d'effectuer les travaux de suppression d'un ancien poste gaz, 235 Rue Louis Neel,

Considérant la nécessité de prévoir des règles particulières de circulation durant les travaux afin d'assurer la sécurité du chantier, des usagers et des tiers,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

L'entreprise EIFFAGE GENIE CIVIL MOIRANS est autorisée à réaliser les travaux ci-dessus énoncés, devant le 135 Rue Louis Neel.

### **Article 2 : Durée**

Les dispositions de l'arrêté sont valables du 08/12/2025 au 03/01/2026.

### **Article 3 : Prescriptions techniques**

La circulation Rue Louis Neel sera temporairement alternée par un dispositif de feux tricolores. La signalisation sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise EIFFAGE GENIE CIVIL MOIRANS. Le stationnement aux abords du chantier sera interdit.

**Toute infraction entraînera la verbalisation et la mise en fourrière des véhicules.**

### **Article 4 : Publicité**

Le présent arrêté sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 5 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Grenoble. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit à Monsieur le Maire de Rives. Cette démarche proroge d'autant le délai de recours contentieux.

### **Article 6 : Exécution**

L'entreprise EIFFAGE GENIE CIVIL MOIRANS, le Directeur Général des Services, la brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RIVES, le 01/12//2025

Le Maire,  
Julien STEVANT